

Et hier encore, pour pousser la perversion du langage un peu plus loin, on a fait valoir que ce débat avait pour but de détruire les fruits de la révolution pour le peuple afghan. On a bel et bien, M. le Président, employé ces mots: "les fruits".

Et bien le Canada ne comprend pas ce que l'Union soviétique veut dire; pour nous, comme pour tant d'autres nations, les fruits de la révolution, ce sont un million de morts. Et nous devons nous demander, avec angoisse et désespoir, pour quel crime? De quel droit? Quelle est la fin qui justifie de tels moyens? Quelle est la révolution dont les fruits transforment un pays entier en champ de bataille?

Je ne peux que supposer, M. le Président, que ce sont là les faits qui inspirent une telle indignation à la majorité écrasante des Etats nations devant l'horreur commise en Afghanistan. La liquidation du pays et de son peuple ne connaît pas de fin. Chaque année, la situation se détériore; chaque année, la chronique se fait plus sombre.

Je m'explique.

L'an dernier, à pareille époque, nous étions au courant de l'utilisation d'engins piégés, en forme de papillons, et des mutilations terribles qu'ils infligent, d'abord et avant tout chez les enfants. Un an plus tard, nous disposons de preuves de l'utilisation de ces engins camouflés dans des stylos, des barres de savon, des tabatières, des boîtes d'allumettes, et même dans des liasses de billets de banque. Il est presque inconcevable qu'en 1986, une armée d'invasion, quelles que soient les circonstances, quelle qu'ait pu être la provocation, recoure à de tels armes contre des enfants innocents. Et pourtant, les faits sont là. Cela témoigne d'une attitude malade qui équivaut à de la dépravation.

L'an dernier, à pareille époque, nous étions saisis d'un rapport du Rapport spécial sur les violations des droits de l'homme en Afghanistan, rapport profondément désespérant, mais dont certaines parties étaient encore à l'état d'ébauche. Un an plus tard, nous disposons d'un rapport dont toutes les parties décrivent une réalité épouvantable. Au paragraphe 78, le Rapporteur spécial arrive à la conclusion que le conflit armé "a provoqué de telles souffrances humaines qu'il ne faut épargner aucun effort pour y mettre fin". Et au paragraphe 124, comme cela a été souligné par d'autres orateurs, le Rapporteur spécial estime que la poursuite de la solution militaire "mènera inévitablement à une situation voisine du génocide". M. le Président, il n'y a, à la connaissance du Canada, aucun